



**COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX**

Affaire suivie techniquement par :
Aude DELPUECH
DRT/LIST/DIN/SIMRI
Téléphone : 01.69.08.34.00
aude.delpuech@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :
Camille MORZADEC
Service des Marchés et Achats
Téléphone : 01.69.08.55.38
camille.morzadec@cea.fr

**REALISATION D'UN LOGICIEL D'EXPLOITATION
D'UN BANC DE MESURES DE PLAQUES
METALLIQUES**

Référence : projet de marché n°B25-03002-CM

Marché sensible

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par Monsieur / Madame, en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

ci-après dénommée « le Titulaire »,

, Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	4
ARTICLE 1 - OBJET	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	4
ARTICLE 3 - DEFINITION DE LA PRESTATION	5
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	5
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	6
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE	7
ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	7
ARTICLE 8 - REMISE DE LIVRABLES	8
ARTICLE 9 - QUALITE	9
ARTICLE 10 - REUNIONS	9
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS	10
ARTICLE 12 - FORMATION DU PERSONNEL CEA.....	10
ARTICLE 13 - RECEPTION PROVISoire, VERIFICATION EN SERVICE REGulier (VSR) ET ASSISTANCE TECHNIQUE PENDANT LA PHASE DE VSR	11
ARTICLE 14 - RECEPTION	11
ARTICLE 15 - GARANTIE	11
ARTICLE 16 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION	12
ARTICLE 17 - MONTANT.....	12
ARTICLE 18 - REGIME FISCAL	13
ARTICLE 19 - CONDITIONS DE FACTURATION	13
ARTICLE 20 - CONDITIONS DE PAIEMENT	14
ARTICLE 21 - SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE 22 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	15
ARTICLE 23 - CONFIDENTIALITE	15
ARTICLE 24 - PENALITES.....	15
ARTICLE 25 - RESILIATION	15
ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL	17
ANNEXE 1 - MODELE DE FDM DP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE).....	21



PREAMBULE

Le présent marché porte sur la réalisation d'un logiciel d'exploitation d'un banc de mesures de plaques métalliques qui intervient dans un processus de fabrication visant à valider la conformité d'un lot de plaques.

Ce marché est un Marché de défense et de sécurité au sens du Code de la commande publique (CCP), livre III « dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité » de la partie II du CCP.

ARTICLE 1 - OBJET

- 1.1 Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation d'un logiciel d'exploitation d'un banc de mesures de plaques métalliques.
- 1.2 La réalisation de ces prestations sera effectuée pour le compte de la Direction de la Recherche Technologique (DRT), Laboratoire d'Intégration de Systèmes et de Technologies (LIST), Département d'Instrumentation Numérique (DIN) sur site Cadarache (13).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

- 2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :
 - le dossier de consultation du CEA référencé B25-03002-CM, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - les Spécifications Techniques constituées des pièces suivantes :
 - le cahier des charges référencé DRT/LIST/DIN/25-0313/Rév.0 du 20/08/2025, les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022) ;
 - les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
 - la Procédure d'Entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DG/CEACAD/DIR/PR 026,
 - le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021 ;

- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée (à compléter par le soumissionnaire).

- 2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - DEFINITION DE LA PRESTATION

Le Titulaire s'engage à exécuter la prestation, objet du présent marché, conformément aux conditions fixées par le cahier des charges.

La prestation a pour objet :

- la réalisation d'un logiciel d'exploitation d'un banc de mesures de plaques métalliques,
- la vérification en service régulier (VSR) d'une durée de 6 mois,
- la formation,
- la garantie de 12 mois comprenant la résolution des anomalies et la maintenance logicielle.

3.1 Prestations sur devis préalable

Ces prestations seront rémunérées sur la base de devis préalables définis à l'article « Montant » du présent marché. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande du CEA formalisée par une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) dûment signée dont le modèle figure en annexe 1.

Pour cela, le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire. Le Titulaire fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 5 (cinq) jours ouvrés, faisant apparaître :

- le descriptif des prestations à réaliser,
- le nombre de jours d'intervention par qualification, les taux journaliers (conformément aux dispositions de l'article « Montant » du marché) et éventuellement les frais de déplacement,
- un calendrier de réalisation des prestations.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et ont un caractère ferme et forfaitaire.

L'accord du CEA sera formalisé par la fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) précitée faisant référence au devis présenté, dûment signée par le CEA et adressée au Titulaire pour signature.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation de résultat

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la prestation relative au présent marché et respecter cette obligation de résultat.

4.1.2 Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire doit mettre en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché toutes mesures visant la réduction des impacts environnementaux, notamment l'empreinte carbone. Le Titulaire s'engage à :

- privilégier des modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO₂ et à optimiser les déplacements professionnels pendant l'exécution du Marché ;
- utiliser du matériel et des équipements économes en énergie et en ressources ;
- produire des livrables sur des supports respectueux de l'environnement ;
- sensibiliser les intervenants aux problématiques environnementales
- intégrer les enjeux environnementaux et la réduction de l'empreinte carbone dans la réalisation des prestations, objet de la prestation.

Les mesures environnementales définies au démarrage du marché feront l'objet d'un suivi régulier au cours de l'exécution du marché.

ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE

Le Titulaire s'engage à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée des prestations.

Le Titulaire produira à cet effet, à la date anniversaire du marché une note annuelle retraçant les actions et initiatives qu'il aura entreprises durant cette période.

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

7.1 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

7.2 Moyens mis à disposition par le CEA

Les conditions de mise à disposition par le CEA de moyens sont définies à l'article 19 de CGA.

Le CEA/Cadarache confie au Titulaire à titre gracieux le ou les locaux déterminés lors de la réunion d'enclenchement. Le Titulaire s'engage à quitter les lieux à compter de la date de fin du présent marché.

7.3 Connaissance des lieux et de l'environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités de la prestation ou des lieux.

7.4 Horaires

7.4.1 Les horaires d'ouverture du CEA de Cadarache sont détaillés dans le règlement intérieur du centre.

Pour l'année 2025, les jours de fermeture du centre sont les suivants :

- lundi 11 août au jeudi 14 août,
- mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

- 7.4.2 Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h30 à 17h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef d'installation.

7.5 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

ARTICLE 8 - REMISE DE LIVRABLES

8.1 Livrables à remettre

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés au cahier des charges (§ 10).

8.2 Validation des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à l'approbation du CEA. Le Titulaire prévoit à ses frais et risques la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 15 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

8.3 Format et support des livrables

Conformément aux dispositions du cahier des charges, tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Chacun d'eux sera remis au CEA sous forme informatique et le nombre de tirages sur support papier sera précisé ultérieurement.

8.4 Archivage

Le Titulaire archivera les dossiers remis pendant une durée minimale de 10 ans. Au-delà de cette période, aucun document ne pourra être détruit sans l'accord préalable écrit du CEA.

De même, le Titulaire sauvegardera à l'identique les données relatives aux dossiers précités, de sorte qu'il soit en mesure de fournir un exemplaire supplémentaire des CD-Rom sur demande du CEA.

8.5 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause

ARTICLE 9 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001, ISO 14001 et ISO 19443.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du PQp sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 10 - REUNIONS

10.1 Réunion d'enclenchement

Une réunion d'enclenchement (revue de projet) sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay, au plus tard deux semaines après la signature du marché.

Lors de cette réunion, le Titulaire devra notamment proposer un planning des échéances (réunions, points d'arrêt, etc.) qu'il juge nécessaires pour suivre la bonne exécution du marché. Ce planning devra être accepté par le CEA avant tout commencement des prestations.

10.2 Réunions d'avancement

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord, conformément au planning d'avancement fourni par le Titulaire et accepté par le CEA.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement du développement du logiciel,
- écarts par rapport au cahier des charges,
- examen des problèmes rencontrés.

Toutefois, en fonction de l'évolution des prestations, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

10.3 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :			
Chargé d'affaires	Aude DELPUECH	01 69 08 34 00	aude.delpuech@cea.fr
- Pour le Titulaire			
Responsable technique	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx
Assistance/maintenance technique	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx
Responsable Sécurité	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx

Les interlocuteurs du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 12 - FORMATION DU PERSONNEL CEA

Le Titulaire assurera la formation du personnel CEA chargé d'utiliser le logiciel, conformément aux dispositions prévues dans les Spécifications Techniques visées à l'article 2.

Le Titulaire s'engage à fournir, lors de l'exécution des prestations de formation des utilisateurs, toute la documentation, rédigée en langue française, associée à ces prestations et notamment les supports individuels. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

ARTICLE 13 - RECEPTION PROVISOIRE, VERIFICATION EN SERVICE REGULIER (VSR) ET ASSISTANCE TECHNIQUE PENDANT LA PHASE DE VSR

Les prestations du présent marché feront l'objet d'une réception provisoire prononcée après acceptation, sans réserve par le CEA, de la prestation et de l'ensemble des livrables associés et de la formation des utilisateurs sur site Cadarache conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA et l'article 33.2 des CGA.

Une fois la réception provisoire prononcée, la période de vérification en service régulier (VSR) s'ouvre dans les conditions fixées à l'article 33.2.

Pour les six mois suivant la réception provisoire du logiciel, le Titulaire s'engage à fournir une assistance (par téléphone ou par courriel ou par visio-conférence) illimitée sous 24 heures suivant l'appel du CEA, de 8h00 à 19h00, conformément à l'article 33.2 du CGA.

ARTICLE 14 - RECEPTION

Les prestations du présent marché feront l'objet d'une réception prononcée après acceptation, sans réserve par le CEA, de la prestation et de l'ensemble des livrables associés et de la formation des utilisateurs sur site Cadarache conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA et l'article 33.2 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

ARTICLE 15 - GARANTIE**15.1 Garantie de conformité du produit informatique****15.1.1 Durée de la garantie**

La garantie d'une durée de DOUZE (12) mois à compter de la date de réception, portera sur le logiciel, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

15.1.2 Périmètre de la garantie

La garantie couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques ainsi que la maintenance logicielle. La garantie s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire.

15.1.3 Délais d'intervention pendant la garantie

Pendant la période de garantie, le Titulaire s'engage à intervenir dans les délais suivants :

- en cas d'anomalie ou d'erreur du logiciel, le Titulaire interviendra dans un délai de 48 heures, faisant suite à l'appel du CEA.

Dans tous les cas, le Titulaire s'engage formellement à résoudre ou faire résoudre à ses frais les non-conformités ou erreurs constatées dans les délais les plus brefs, et en tout état de cause, à avoir mis en place une solution permettant de contourner les anomalies bloquantes dans les 2 jours ouvrés, faisant suite à l'appel du CEA. Cette solution ne libère pas le Titulaire de son obligation de résoudre les anomalies et les non-conformités.

- 15.2** Le Titulaire s'engage à maintenir une qualité optimale du logiciel sur une durée minimale de 5 ans à compter de la réception.

ARTICLE 16 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION

16.1 Durée

Le marché est conclu pour une durée de **xx** mois à compter de sa date de signature.

16.2 Délais d'exécution

T0 étant la date de signature du présent marché par les Parties, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après :

- | | |
|--|-------------------------------|
| - Réunion d'enclenchement | T0 + X semaine, |
| - Phase de démonstration préliminaire de l'IHM et des fonctions | T0 + X semaines, |
| - Présentation de la version en cours du logiciel (Réunion de mi-parcours) | T0 + X semaines |
| - Réception provisoire | T0 + X semaines (=T1), |
| - Vérification en service régulier | T1 + 6 mois |
| - Réception | T1 + 6 mois (=T2) |
| - Garantie | T2 + 12 mois |

ARTICLE 17 - MONTANT

17.1 Montant total du marché

Le montant total du marché est plafonné à la somme de XXXX € HT (XXX EUROS HORS TAXES), en cas d'affermissement de l'ensemble des options.

17.2 Montant de la partie forfaitaire

17.2.1 Partie ferme

Le montant total des prestations de la partie ferme est fixé à la somme forfaitaire et ferme de **€ HT** (..... **HORS TAXES**).

Ce montant se décompose comme suit :

- | | |
|--------------------------|------|
| - Logiciel | € HT |
| - Garantie | € HT |
| - Maintenance corrective | € HT |

- 17.3** Le prix fixé ci-dessus comprend l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de documentation, dactylographie, reprographie, correction, de gravure de CD-ROM nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

17.4 Partie estimative sur devis préalables

- 17.4.1** Le montant des prestations sur devis préalables est plafonné à la somme de **XXX € HT (XXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite (FDMDP) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Ces prestations feront l'objet d'un devis préalable établi sur la base des forfaits unitaires fermes suivants :

- | | |
|---------|------|
| - | € HT |
| - | € HT |
| - | € HT |

17.5 Caractère des prix

Les prix mentionnés ci-dessus sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de **XXXX (mois de remise de l'offre)** et ont un caractère non révisable.

ARTICLE 18 - REGIME FISCAL

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 19 - CONDITIONS DE FACTURATION

19.1 Echancier de facturation

Le montant du présent marché sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

- 20 % du montant HT du présent marché et les taxes correspondantes à la réception du compte rendu de la réunion d'enclenchement signé par les deux parties,
- 20 % du montant HT du présent marché et les taxes correspondantes à la réception du compte rendu de la réunion de mi-parcours signé par les deux parties,
- 30 % du montant HT du présent marché et les taxes correspondantes à la réception provisoire des prestations signée des Parties.
- 30 % du montant HT du présent marché et les taxes correspondantes à la réception sans réserve des prestations signée des Parties.

19.2 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison,...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

ARTICLE 20 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA, pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 21 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang inférieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

ARTICLE 22 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.

Le CEA sera propriétaire de la solution logicielle.

Chaque Partie demeure propriétaire de ses Connaissances Propres.

ARTICLE 23 - CONFIDENTIALITE

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA

ARTICLE 24 - PENALITES

24.1 Pénalités pour retard d'exécution

Si le Titulaire ne réalise pas la prestation dans les délais prévus aux articles supra « durée – délais d'exécution » et « garantie », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2/1000 (DEUX POUR MILLE) du montant total hors taxes du marché par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

24.2 Modalités d'application des pénalités et plafond

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché.

ARTICLE 25 - RESILIATION

25.1 Résiliation de plein droit

Pour tout défaut dans l'exécution d'une prestation non régularisée dans les huit (8) jours suivant la mise en demeure, le CEA pourra résilier le présent marché de plein droit sans préavis et sans autre formalité. La résiliation du présent marché pourra être effectuée dans les conditions de l'article 39 des CGA.



25.2 Obligations du Titulaire en cas de résiliation

En cas de résiliation du présent marché, les clauses suivantes continueront à produire leurs effets :

- Article « Confidentialité ».
- Article « Propriété intellectuelle ».

Fait à Saclay,
en deux exemplaires originaux,

Pour le CEA,

Signature :

Date :

Pour le Titulaire,

Signature :

Date :



ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA) et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent Marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail, et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...);
- le classement du personnel dans la catégorie requise ;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle ;
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités ;

- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnements ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
 - les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
 - les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
 - la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent Marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au

médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

3. Respect par le Titulaire du Marché de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent Marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).
- En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :
 - une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
 - une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du Marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

4. Les habilitations – les certifications

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent Marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

5. Les modalités d'accès au Centre

5.1 La procédure CEA

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DGCEA/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès des travailleurs d'entreprises extérieures » réf. DGCEA/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent Marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au Marché :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache

Le Centre de Cadarache sera fermé aux dates suivantes, pour l'année 2024 : vendredi 10 mai, lundi 12 août au vendredi 16 août, lundi 23 décembre au mardi 31 décembre.

Pour les années suivantes, les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

6. La sous-traitance

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de Marché ou en cours d'exécution.

ANNEXE 1 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE)

FDMDP N° ...		
Marché n°4000	Titulaire :	
Référence de la spécification technique du CEA :	Référence du devis du Titulaire :	
Montant : € HT		
Les prestations correspondent au périmètre suivant :		
Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) :		
	CEA	TITULAIRE
NOM		
DATE		
SIGNATURE		

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur la FDMDP sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.